

LE TEMPS

Analyse Mercredi 19 septembre 2012

Nouveau pavé de «The Economist» contre les enfants gâtés français

Par Emmanuel Garessus

Nouveau pavé de «The Economist» contre les enfants gâtés français
Sophie Pedder, la responsable du bureau parisien de ce que le «Nouvel Observateur» qualifie de «Pravda du capital», lance un nouveau pavé contre l'immobilisme gouvernemental: «Le Déni français». Compte rendu signé Emmanuel Garessus

Le magazine [The Economist](#) avait dénoncé une campagne présidentielle marquée par «la rêverie et l'esquive» face aux deux problèmes français, la dette et le manque de compétitivité. Le nouveau gouvernement socialiste est en place, mais Sophie Pedder, la responsable du bureau parisien de ce que Le Nouvel Observateur qualifie de «Pravda du capital», lance un nouveau pavé contre l'immobilisme gouvernemental: Le Déni français *, une démonstration des limites d'un modèle de croissance «porté par la consommation, alimentée par les transferts publics payés à crédit».

Tout lecteur qui s'intéresse aux faits et aux comparaisons de modèles économiques devrait se précipiter sur ce livre. En l'occurrence, la France est surtout évaluée à l'aune de l'Allemagne et de la Suède. Car pour Sophie Pedder, «la France s'offre un modèle suédois avec des finances publiques plus proches de celles de l'Espagne».

L'auteure est allée visiter l'usine Pfizer à Amboise, où le groupe pharmaceutique américain fabrique le Viagra. Il y a fortement investi pour en faire le premier centre de production du Viagra au monde. Or l'usine semble vide. Tout ou presque est fait par des machines. En France, «mieux vaut investir dans les machines que dans les personnes», selon Sophie Pedder. La protection des employés est telle qu'elle empêche de créer ou maintenir des emplois à long terme. D'ailleurs en 15 ans, la part des contrats à durée déterminée (CDD) est passée de 45 à 12,8% (contre 26% dans l'UE). Il faut aller chez McDonald's pour avoir un taux de CDI de 80%.

Le manque de flexibilité du code du travail est un majeur frein à l'embauche. C'est pourquoi la taille moyenne d'une société française est de 14 personnes, contre 41 en Allemagne. Malheureusement, l'allègement des contraintes est perçu comme un cadeau aux patrons.

«Il faut que les Français apprennent à vivre autrement», selon l'auteure, notamment à réduire le train de vie de l'Etat. C'est vrai à Beauvais, ville de 55 000 habitants, où pas moins de 130 jardiniers sont employés par la mairie. En France, l'emploi public concerne 22% du total, contre 10% en Allemagne. Les exemples d'abus sont innombrables: depuis la création de l'euro, la Bundesbank a réduit ses effectifs à 9560 employés, alors que la Banque de France en dispose de 13 000 postes et la Banque d'Angleterre de 1800.

La France veut se redresser, mais sans rien sacrifier. L'auteure est allée voir le ministre suédois des Finances, Anders Borg, pour mieux comprendre la restructuration du pays. La consolidation fiscale s'y est faite pour 53% par des baisses de dépenses publiques et 47% des hausses d'impôts. Entre 1990 et 96, 140 agences publiques ont été fermées. 27 000 fonctionnaires ont été licenciés ainsi que 40 000 employés des entreprises publiques. Aujourd'hui, les comptes sont sains et la croissance supérieure à celle de l'UE.

La France pour sa part n'a rien entrepris de très sérieux sur ses dépenses publiques. Elles représentent

56% du PIB en France, contre 52% en Suède et 46% en Allemagne. La France n'est pourtant que 56e au classement de l'efficacité des dépenses publiques, selon le WEF (2011). Deux exemples? En moyenne, les chantiers culturels dépassent leur budget de 25% et les retards sont supérieurs à 30 mois. Un autre exemple d'inefficacité: les deux lignes RER A et B sont gérées par deux organismes (SNCF et RATP), ce qui nécessite deux conducteurs par rame. Chaque conducteur s'occupe d'une partie de la ligne...

L'Allemagne avait dynamisé le marché du travail avec Gerhard Schröder, en abaissant de 32 à 12 mois (deux fois moins qu'en France) la période maximale d'indemnisation du chômage. Ces indemnités représentent 67% du salaire avec un plafond limité à 5600 euros brut, contre un maximum de 75% du salaire brut en France, avec un plafond à 12124 euros. En Allemagne, après un an, les chômeurs passent à l'allocation Hartz IV et 374 euros. Le chômeur français s'en sort mieux, selon la Cour des comptes, 1300 «aides» supplémentaires, de la couverture maladie universelle, à l'exonération de la redevance TV en passant par la prime de Noël.

Les Français sont «les derniers enfants gâtés d'Europe», selon la journaliste. Au pays où le «Droit à la paresse» est un best-seller, les Français travaillent en moyenne 225 heures de moins par an que les Allemands, soit l'équivalent de six semaines. La protection sociale représente 30% du PIB (27% en Suède), quatre fois plus que l'éducation.

A chaque étape de sa vie, l'Etat français est plus généreux. Le séjour en maternité est de 4,3 jours en France, deux jours en Suède. Dans une crèche municipale, le coût n'est alors que de 183 euros par mois après déductions et allocations (1,1 euro par heure).

Les Français quittent la vie active avant les autres. Le taux d'emploi des 60-64 ans n'est que de 18% en France, 41% en Allemagne et 61% en Suède. Ils passent cinq années de plus à la retraite que les Allemands et touchent des allocations considérablement plus élevées.

Pourtant, 66% d'entre eux souhaitent que le travail «prenne une place moins forte» dans leur vie (36% en Allemagne et 25% en Italie). Pour reprendre l'auteure, en France, «le travail est plus qu'un inconvénient: c'est l'ennemi». Les congés sont nombreux. Dans la fonction publique, les Français sont en arrêt maladie 18,6 jours par an et 54% des absences surviennent le lundi. «Plus d'un arrêt sur deux est injustifié», selon Mediverif, un spécialiste du contrôle des absences.

Sans surprise, le PIB allemand est supérieur de 38% au PIB français. La France s'évertue à envisager une sortie heureuse en relevant l'impôt sur le revenu, notamment des riches. Mais est-ce la bonne solution? Le produit de cet impôt correspond à la charge d'intérêt de la dette, soit 6% des recettes fiscales. Les principales sources de recettes sont plutôt à chercher au sein de la TVA (27%) et des cotisations sociales (47%). Mieux vaudrait se résoudre à une baisse des dépenses publiques.

La France pourrait sortir d'un modèle social-démocrate. Mais 41% des Français sont d'avis que le système capitaliste est totalement défailant (9% en Allemagne). Il est pourtant urgent que l'Etat responsabilise les acteurs économiques. L'auteure se demande si les Français ne méritent pas mieux que d'être infantilisés et présentés comme des victimes par la classe politique.

* «Le Déni français - Les derniers enfants gâtés de l'Europe», Sophie Pedder, JC Lattès, 192 p.